

PAR BASTIEN SCORDIA

25 novembre 2021, 15:17, mis à jour le 26 novembre 2021, 09:16

Les agents des préfectures mitigés après la réforme des services déconcentrés

Le ministère de l'Intérieur vient de diffuser les résultats du premier baromètre social des préfectures, sous-préfectures et secrétariats généraux communs.



Rien de surprenant aux yeux des syndicats. Les résultats du premier baromètre social des préfectures révèlent, notamment, un certain malaise de leurs agents après plusieurs mois de réforme de l'organisation territoriale de l'État. Analysé par le ministère de l'Intérieur avec l'institut BVA, ce baromètre fait suite à une enquête réalisée l'été

dernier auprès des agents des préfectures, des sous-préfectures et des nouveaux secrétariats généraux communs départementaux (SGCD). Au total, 8 187 agents y ont répondu, soit un taux de participation de 31 %.

La moitié des répondants déclarent ainsi avoir été impactés par les réformes dans leur quotidien, *"dont une majorité de manière négative"*, explique la synthèse de ce baromètre que la Place Beauvau vient d'adresser aux représentants du personnel. Ainsi, 35 % des agents déclarent avoir été impactés de façon négative par les réformes et 14 % de façon positive. Les 51 % restants sont des agents qui considèrent ne pas avoir été impactés par ces réformes.

Les agents des secrétariats généraux communs en souffrance

Sans surprise, ce sont les agents des SGCD qui *"sont particulièrement concernés"*, 61 % d'entre eux disant avoir pâti des réformes contre 32 % pour les agents des préfectures et 25 % pour les agents des sous-préfectures.

Pour rappel, la création de ces SGCD était la première pierre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État décidée par l'équipe Macron. Installés le 1^{er} janvier 2021, ils regroupent les précédents secrétariats généraux des préfectures et des directions départementales interministérielles (DDI). S'en était suivie, le 1^{er} avril, la création des nouvelles directions déconcentrées intervenant dans le champ de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités. Et ce par fusion ou regroupement d'entités existantes.

Manque d'accompagnement

Cet impact négatif est par ailleurs particulièrement perceptible chez les agents exerçant des fonctions support (61 %) et des fonctions techniques (51 %). Un résultat qui

fait écho aux difficultés de mise en œuvre des SGCD. L'Intérieur avait ainsi identifié une série d'"irritants" portant notamment sur la gestion multisites, sur le manque d'homogénéisation des systèmes informatiques et des outils de gestion des secrétariats des préfectures et DDI. Un plan d'action vient d'être lancé pour y remédier.

Le baromètre social révèle également que *"seule une minorité"* des personnes impactées *"estiment avoir été bien accompagnées"* lors du déploiement de ces réformes. Près de 7 agents des préfectures, sous-préfectures et SGCD sur 10 disent ainsi ne pas avoir été assez accompagnés.